

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE****COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2016/31124]

**15 JUILLET 2015. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC »**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC ».

**ANNEXE**

Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne  
et la Commission communautaire française concernant la création  
et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC »

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92*bis*, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Vu la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie (CEC);

Considérant qu'il est fondamental de faciliter pour le citoyen l'apprentissage tout au long de la vie en garantissant davantage de lisibilité et de cohérence au parcours de formation tant aux niveaux régional, communautaire, fédéral qu'europpéen;

Considérant la nécessité de référencer le Cadre francophone des Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CFC) au cadre européen;

Considérant l'approbation par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française le 12 décembre 2013 et par le Collège de la Commission communautaire francophone le 28 novembre 2013 de la note d'orientation relative à la création du cadre francophone des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CFC);

Considérant l'approbation du rapport de référencement par l'EQF – Advisory Group le 16 décembre 2013, confirmant la compatibilité du Cadre francophone de Certification avec le Cadre européen de Certification;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, en la personne de sa Vice-présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance, Mme Joëlle Milquet, en la personne de son Vice-président et ministre de l'Enseignement supérieur, M. Jean-Claude Marcourt, en la personne de sa Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, Mme Isabelle Simonis,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Paul Magnette et en la personne de sa Ministre de l'Emploi et de la Formation, Mme Eliane Tillieux,

et

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de sa Présidente, Mme Fadila Laanan et en la personne de son ministre de la Formation professionnelle, M. Didier Gosuin,

Ci-après dénommées les parties à l'accord, ont convenu de ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent accord de coopération, il faut entendre par :

- 1° Acquis d'apprentissage : dans l'enseignement et la formation professionnels : énoncé de ce que l'apprenant doit savoir, comprendre et être capable de réaliser au terme d'un processus d'éducation et de formation; dans l'enseignement supérieur, énoncé de ce que l'étudiant doit savoir, comprendre et être capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage, d'un cursus ou d'une unité d'enseignement validée; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences.

- 2° AEF-Europe : l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, créée en vertu de l'article 4 de l'Accord de Coopération du 19 octobre 2006 relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.
- 3° AEQES : l'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur de la Communauté française de Belgique, créée par l'article 2 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française.
- 4° ARES : l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, l'instance visée à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.
- 5° Autorité compétente : les autorités délivrant des certifications visant des formations reconnues et validées par les pouvoirs publics, à savoir les institutions publiques d'enseignement, les institutions d'enseignement subventionnées pour accomplir des missions d'intérêt public, les institutions publiques et organismes d'intérêt public (OIP) en charge de la formation professionnelle et de la validation des compétences et le Gouvernement de la Communauté française, pour ce qui concerne les certifications sanctionnant des formations aux métiers du sport organisées en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.
- 6° Bruxelles-Formation : l'Institut bruxellois francophone pour la Formation Professionnelle, créé par l'article 2 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle.
- 7° Cadre des certifications : instrument de classification des certifications en fonction d'un ensemble de critères correspondant à des niveaux d'acquis d'apprentissage déterminés.
- 8° Certification : résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation obtenu lorsqu'une autorité compétente – relevant de l'enseignement ou de la formation professionnelle – établit qu'un individu possède, au terme d'un processus d'éducation, de formation ou de validation des compétences, les acquis correspondant à une norme donnée.
- 9° Certification d'enseignement : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant le développement personnel, la poursuite d'études ou de formation, l'accès à la vie professionnelle.
- 10° Certification professionnelle : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle; la certification professionnelle peut, le cas échéant, permettre aussi la poursuite ou la reprise d'études moyennant valorisation par l'enseignement des compétences certifiées en formation professionnelle.
- 11° Chambre des Métiers du SFMQ : la Chambre visée par l'article 7 de l'Accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications.
- 12° Consortium de validation des compétences : le consortium chargé d'organiser le processus de validation des compétences, institué par l'article 4 de l'Accord de Coopération du 24 juillet 2003 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française, relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;
- 13° Descripteurs : les critères définis, d'une part, en termes de savoirs et d'aptitudes et, d'autre part, en termes de contexte, autonomie et responsabilité, permettant de référer les acquis d'apprentissage certifiés à un des huit niveaux de certification du CFC.
- 14° Emploi : l'objet d'un contrat de travail passé entre un employeur et un travailleur par lequel le travailleur s'engage contre rémunération à fournir un travail sous l'autorité de l'employeur ou, dans le cas d'un travailleur indépendant, l'exercice d'une activité professionnelle, en raison de laquelle le travailleur n'est pas engagé dans les liens d'un contrat de louage de travail ou d'un statut.
- 15° FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, institué par l'article 2 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.
- 16° Grappe de métiers : énumération structurée de l'ensemble des métiers liés par un même type de production, de services visant à préciser la portée d'un métier par rapport aux métiers voisins, à déterminer les éventuelles parties communes entre métiers, à hiérarchiser les métiers au sein de la grappe en fonction de différents critères (autonomie relative, complexité des activités et des contextes, aspects intersectoriels ...), à cerner une zone de mobilité professionnelle et à anticiper des parcours de formation; la grappe précise aussi l'accroche des métiers au Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois (Rome V3).
- 17° Gestion de la qualité : les processus mis en œuvre par les différents acteurs de l'enseignement et de la formation professionnelle pour garantir la qualité des formations qu'ils délivrent et la correspondance des certifications octroyées avec les référentiels définissant les acquis d'apprentissage au terme de la formation.
- 18° IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, créé par l'article 3 du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

- 19° Métier : un ensemble cohérent d'activités professionnelles réalisées par une personne dans le cadre d'un processus productif.
- 20° Profil de formation : le profil établi par la Chambre Enseignement-Formation du SFMQ et composé des unités d'acquis d'apprentissage associées aux activités clés métier ainsi que d'un profil d'évaluation et d'un profil.
- 21° Référentiel métier : le document qui fixe l'intitulé du métier, définit le métier en termes de productions et de services attendus, le situe par rapport aux métiers proches, au niveau de responsabilité et au niveau de spécialisation.
- 22° Référentiel de compétences : document reprenant, pour l'enseignement supérieur, l'ensemble structuré de compétences spécifiques à un grade académique, un titre ou une certification de l'enseignement supérieur.
- 23° Référentiel de formation : document reprenant, pour la formation professionnelle, un ensemble d'activités, de contenus de formation et/ou de méthodes mises en œuvre pour réaliser les objectifs de formation définis préalablement en termes d'acquisition de savoirs, d'aptitudes et de compétences; les activités, contenus et méthodes sont organisés dans un ordre logique et sur une période déterminée.
- 24° SFMQ : le Service francophone des Métiers et des Qualifications, institué par l'article 2 de l'Accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications.
- 25° SFPME : le Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises (SFPME) service créé au sein de l'administration de la Commission communautaire française.
- 26° Unités d'acquis d'apprentissage : ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage qui peut être évalué ou validé.

## **TITRE II. — Le Cadre francophone des Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie**

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. – Il est institué, par les Gouvernements et le Collège, un Cadre francophone des Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé CFC.

Ce cadre d'intérêt public et régulé par les Pouvoirs publics vise à :

- 1° favoriser la continuité et la progressivité des parcours d'apprentissage des citoyens :
  - a. en facilitant la gestion de ces parcours entre opérateurs d'enseignement, de formation professionnelle et de validation des compétences,
  - b. en facilitant l'articulation entre formation initiale et continue,
  - c. en favorisant, au sein des parcours, la reconnaissance des acquis tant formels que non formels et informels;
- 2° renforcer la qualité intrinsèque des processus d'enseignement, de formation et de validation des compétences en veillant à l'adéquation du positionnement de chaque certification à un niveau donné du cadre;
- 3° accroître la lisibilité en Belgique et dans l'Union européenne, des certifications de la Communauté Française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française et ainsi :
  - a. faciliter l'établissement des correspondances entre les systèmes de certification des différents pays et régions,
  - b. permettre aux personnes et aux employeurs d'utiliser le CFC pour mieux comprendre et comparer les niveaux de certification de différents pays, régions et systèmes d'éducation et de formation.

En lui-même, le CFC ne modifie en rien les effets de droit associés aux différentes certifications; il n'en introduit pas de nouveaux.

§ 2. – Le CFC est un cadre à double entrée permettant le positionnement de certifications délivrées, d'une part, par des acteurs de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale et, d'autre part, par les acteurs de la formation professionnelle et de la validation des compétences.

Le CFC ne positionne que des certifications délivrées par une autorité compétente.

Des certifications professionnelles positionnées dans le cadre peuvent, le cas échéant, être délivrées au nom de cette autorité compétente par des organismes de formation dont elle assure la régie, selon des modalités à définir par convention. En ce cas, l'autorité compétente en informe l'Instance visée à l'article 4.

Toutes les certifications ne doivent pas nécessairement être positionnées dans le CFC; une certification non positionnée garde toute sa valeur. Pour être positionnée, une certification doit répondre d'une part au critère de l'alinéa 2 et, d'autre part, aux critères de positionnement définis à l'article 11.

Les certifications ou validations qui ne visent pas un ensemble significatif et cohérent d'acquis d'apprentissage, peuvent faire référence à la certification finale à laquelle elles sont rattachées et à son positionnement.

§ 3. – Le CFC est un cadre à huit niveaux, caractérisés par des descripteurs approuvés par les Gouvernements et le Collège, compatible avec le Cadre européen des Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC). Il a été défini en cohérence avec la Vlaamse kwalificatiestructuur (VKS).

Le CFC est intégratif. Toutes les certifications positionnées dans le CFC, qu'elles relèvent de l'enseignement ou de la formation professionnelle, le sont en référence aux mêmes descripteurs.

Tous les niveaux de certification sont, en principe, accessibles tant aux certifications d'enseignement qu'aux certifications professionnelles.

§ 4. – Les descripteurs caractérisant les huit niveaux du CFC sont génériques, communs à l'ensemble des certifications d'enseignement et des certifications professionnelles. Ils définissent, d'une part, les savoirs et les aptitudes et, d'autre part, le contexte, l'autonomie et la responsabilité.

Ils permettent de justifier, à partir d'une analyse des acquis d'apprentissage d'une certification, le positionnement à un niveau, en comparaison des deux niveaux connexes.

Ils présentent une cohérence globale :

- 1° ils sont homogènes : les mêmes éléments se retrouvent à tous les niveaux;
- 2° ils ne présentent pas de répétition : les niveaux sont cumulatifs;
- 3° ils forment un ensemble structuré des éléments qui les composent;
- 4° ils ne présentent pas de contradiction;
- 5° leurs éléments explicitent la progression entre les niveaux.

Les descripteurs approuvés par les Gouvernements et le Collège sont repris à l'annexe 1 du présent accord de coopération. Les Gouvernements et le Collège sont habilités à modifier ces descripteurs sur proposition de l'instance conformément aux dispositions de l'article 6, § 3, 5°, via l'adoption d'arrêtés concomitants et identiques.

### TITRE III. — La gestion de la qualité

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. – Le développement et la mise en œuvre de processus visant à garantir la qualité des formations et l'adéquation effective des acquis d'apprentissage aux profils et référentiels ayant permis le positionnement à un niveau donné des certifications y afférentes relèvent de la responsabilité des opérateurs et sont intrinsèquement liées à la mise en œuvre du CFC.

§ 2. – La gestion de la qualité dans le cadre du CFC concerne deux démarches :

- 1° la définition des acquis d'apprentissage soit par une instance collective (ARES, SFMQ), soit par un opérateur déterminé en réponse à ses missions; la définition de ces acquis doit permettre de positionner les certifications à un niveau du CFC; elle constitue une démarche qualitative ex ante;
- 2° le processus d'évaluation et de certification des acquis d'apprentissage mis en œuvre par les opérateurs d'enseignement, de formation ou de validation des compétences; la garantie de la qualité de ce processus constitue une démarche qualitative ex post.

§ 3. – La qualité du positionnement visé au § 2, 1°, est garantie par les processus spécifiques aux opérateurs et par les procédures que met en place et les méthodologies qu'adopte l'instance de pilotage et de positionnement visée à l'article 4, dans le respect des dispositions de l'article 11.

L'instance de pilotage et de positionnement définit ces procédures de manière opérationnelle, les met en œuvre, les évalue et, le cas échéant, les ajuste.

§ 4. – La qualité du processus visé au § 2, 2°, dépend des systèmes de gestion de la qualité propre aux opérateurs qui, toutefois, pour assurer la cohérence de l'ensemble, doivent répondre aux « Principes communs concernant la gestion de la qualité » approuvés par les Gouvernements et le Collège et repris en annexe 2. Les Gouvernements et le Collège sont habilités à modifier ces principes communs sur proposition de l'instance conformément aux dispositions de l'article 6, § 3, 8°, via l'adoption d'arrêtés concomitants et identiques.

Dans la mesure où il n'est pas possible actuellement d'envisager la mise en place d'un système de gestion externe de la qualité unique et commun à l'ensemble des opérateurs, les systèmes de gestion de la qualité des différents opérateurs sont conservés.

Toutefois, les différents opérateurs se réfèrent à des indicateurs transversaux communs pour garantir un maximum de convergences dans la gestion de la qualité, accroître la confiance entre eux et dans la qualité du système d'enseignement et de formation professionnelle. De même, les différents opérateurs développent des coopérations visant à améliorer les systèmes ou démarches et leur convergence.

Les indicateurs transversaux communs visés à l'alinéa précédent permettent de réaliser, pour chaque niveau du CFC, une lecture horizontale des descripteurs et intègrent le principe d'évaluation externe, à l'instar du dispositif déployé par l'AEQES. Ils viennent concrétiser les « Principes communs concernant la gestion de la qualité » visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sont définis par l'Instance de pilotage et de positionnement visée à l'article 4.

Ces indicateurs transversaux et ces principes communs pourront évoluer sur proposition de l'Instance de pilotage et de positionnement.

Sans multiplier le nombre d'évaluations de la qualité, l'instance de pilotage et de positionnement pourra proposer, en matière de gestion de la qualité, diverses améliorations concernant :

- 1° l'introduction d'un élément d'externalité au sein du système ou démarche de gestion de la qualité;
- 2° l'accessibilité et la publicité des résultats du système ou démarche de gestion de la qualité;
- 3° le renforcement de(s) impact(s) du système ou démarche de gestion de la qualité auprès de l'opérateur, notamment en assurant un délai raisonnable entre deux évaluations et un suivi des plans d'actions;
- 4° l'implication des parties prenantes, tant internes qu'externes;
- 5° l'approche centrée sur l'apprenant et en particulier la définition, l'évaluation et la certification des acquis d'apprentissage au sein du système ou démarche de gestion de la qualité.

**TITRE IV. — L'instance de pilotage et de positionnement CFC**

**Art. 4.** Il est créé une instance de pilotage et de positionnement CFC, ci-après dénommée l'instance; l'instance est chargée du pilotage de la mise en œuvre du CFC, de la gestion des demandes de positionnement et de l'approbation des propositions de positionnement des certifications dans le CFC.

**Art. 5.** L'instance est dirigée par un Comité de Direction. Elle bénéficie de l'appui d'une Cellule exécutive et des avis d'un Comité d'experts. Elle compte aussi un conseil de recours.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. – Le Comité de Direction visé à l'article 5 est composé de neuf membres désignés pour une durée de quatre ans par les Gouvernements et le Collège et du coordinateur de la cellule exécutive visé à l'article 7.

Les neuf membres visés à l'alinéa précédent sont :

- 1° quatre représentants proposés par le SFMQ :
  - a. deux représentants de l'enseignement qualifiant;
  - b. un représentant de la formation professionnelle organisée sous l'autorité de la Commission communautaire française;
  - c. un représentant de la formation professionnelle organisée sous l'autorité de la Région wallonne;
- 2° quatre représentants proposés par l'ARES, soit un par forme d'enseignement supérieur;
- 3° un expert indépendant proposé par les représentants visés aux points 1° et 2°.

Pour chacun des représentants visés au 1° et au 2°, le SFMQ et l'ARES proposent un membre effectif et un membre suppléant, qui ne siège qu'en absence du membre effectif.

Le Comité de direction se choisit un président et un vice-président; l'un est issu des représentants du SFMQ, l'autre des représentants de l'ARES. Leur mandat est d'un an. Lors du renouvellement annuel des mandats des président et vice-président, une alternance est organisée entre représentants du SFMQ et représentants de l'ARES.

§ 2. – Les membres du Comité de Direction visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, points 1° à 3°, ont voix délibérative. Le coordinateur visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a voix consultative et assure le secrétariat du Comité de Direction.

Le Comité de Direction ne délibère valablement que si une majorité des membres ayant voix délibérative sont présents et que sont présents au moins un représentant de la formation professionnelle mandaté par le SFMQ et un représentant de l'ARES.

Les décisions du Comité de Direction se prennent au consensus. Le président a notamment pour mission de rechercher ce consensus.

A défaut de consensus, une décision peut être prise à la majorité des deux-tiers des voix, dont au moins une voix d'un représentant de la formation professionnelle.

Si un des membres devait considérer qu'une décision prise à la majorité visée à l'alinéa précédent est inacceptable pour lui ou ses mandants, il aurait la faculté de requérir l'arbitrage du conseil de recours visé à l'article 9.

§ 3. – Le Comité de Direction est chargé de :

- 1° favoriser et, le cas échéant, organiser la concertation entre opérateurs pour la mise en œuvre du CFC;
- 2° vérifier que les certifications proposées au positionnement remplissent les critères de positionnement visés à l'article 11, § 1<sup>er</sup>;
- 3° arrêter le positionnement des certifications présentées ou validées conformément à l'article 11, § 3; communiquer sous huitaine aux demandeurs ses décisions de positionnement;
- 4° veiller à l'évolution des descripteurs génériques et les soumettre à l'approbation des Gouvernements et du Collège;
- 5° garantir la qualité du processus de positionnement des certifications au sein du CFC;
- 6° favoriser une convergence des systèmes, démarches et procédures de gestion de la qualité, en regard des principes généraux communs pour la gestion de la qualité au sein du CFC;
- 7° veiller à l'évolution des principes communs en matière de qualité et soumettre les éventuelles modifications à l'approbation conjointe des Gouvernements et du Collège;
- 8° définir et faire évoluer les indicateurs transversaux communs;
- 9° assurer l'information et la communication relative au CFC;
- 10° adresser aux Gouvernements et au Collège, pour approbation, un rapport annuel d'activités comprenant notamment l'évaluation de l'état d'avancement du processus de positionnement.

Pour l'exercice des missions visées aux points 4°, 6°, 7° et 8°

- 1° le Comité de Direction s'élargit d'un membre supplémentaire représentant l'enseignement secondaire (ordinaire, spécialisé ou de promotion sociale), désigné par les Gouvernements et le Collège sur proposition conjointe des Conseils généraux concernés;
- 2° le Comité de Direction ainsi composé peut constituer un ou des groupes de travail, en faisant, le cas échéant, appel notamment à des membres du Comité d'experts, visé à l'article 8.



§ 4. – L'instance est intégrée à l'AEF-Europe, qui la gère administrativement et financièrement.

§ 5. – Le Comité de Direction établit le règlement d'ordre intérieur de l'instance et le soumet à l'approbation conjointe des Gouvernements et du Collège.

§ 6. – Les membres du Comité visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 3°, sont indemnisés des frais de parcours que leur occasionne l'accomplissement de leur mission, conformément aux règles en vigueur pour le personnel du ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires titulaires d'un grade classé au rang 12.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. – La Cellule exécutive visée à l'article 5, ci-après dénommée la Cellule, se compose au moins :

- 1° d'un coordinateur;
- 2° d'un agent administratif.

Dans la mesure des moyens budgétaires disponibles, les Gouvernements et le Collège peuvent augmenter le nombre des membres de la Cellule.

Les membres de la Cellule peuvent être :

- 1° soit des agents des Services des Gouvernements ou Collège;
- 2° soit des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- 3° soit des agents engagés sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

§ 2. – La cellule exécutive est chargée de :

- 1° gérer au quotidien les demandes de positionnement;
- 2° assurer le secrétariat du Comité de Direction;
- 3° servir de point de coordination national au niveau du Cadre européen des certifications;
- 4° gérer le registre des certifications accessibles au public.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. – Le Comité d'experts visé à l'article 5 est chargé d'apporter au Comité de Direction :

- 1° ses avis sur les orientations prises ou à prendre par le Comité de Direction;
- 2° toute information utile à l'amélioration du fonctionnement du dispositif et à l'évaluation de son implantation.

§ 2. – Le Comité d'experts se compose, à raison d'un membre effectif et d'un membre suppléant par catégorie, de représentants :

- 1° de l'enseignement supérieur universitaire;
- 2° de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles;
- 3° de l'enseignement supérieur artistique;
- 4° de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 5° de l'enseignement secondaire spécialisé;
- 6° de l'enseignement de promotion sociale;
- 7° du Service général de l'Inspection;
- 8° de l'AEQES;
- 9° du FOREm;
- 10° de Bruxelles Formation;
- 11° de l'IFAPME;
- 12° du SFPME;
- 13° de la Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale d'insertion (FEBISP);
- 14° de l'Interfédération des Entreprises de Formation par le Travail et des Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle (INTERFEDE);
- 15° du Consortium de validation des compétences.

Le comité comprend en plus :

- 1° trois représentants des employeurs;
- 2° trois représentants des travailleurs.

Les Gouvernements et le Collège arrêtent la composition du Comité d'experts sur proposition conjointe des ministres qui ont l'enseignement et la formation dans leurs attributions. Les membres sont désignés pour un terme de quatre ans.

Un membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

§ 3. – Le Comité de Direction se réunit avec le Comité d’experts au moins une fois l’an et chaque fois que nécessaire.

§ 4. – Les experts visés au paragraphe 2 sont indemnisés des frais de parcours que leur occasionne l’accomplissement de leur mission, conformément aux règles en vigueur pour le personnel du ministère de la Communauté française. À cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires titulaires d’un grade classé au rang 12.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. – Le Conseil de recours, visé à l’article 5, est composé :

- 1° de deux représentants du Gouvernement de la Région wallonne proposé par le ministre ayant l’emploi et la formation professionnelle dans ses attributions;
- 2° de trois représentants du Gouvernement de la Communauté française proposés l’un par le ministre ayant l’enseignement obligatoire dans ses attributions, le deuxième par le ministre ayant l’enseignement de promotion sociale dans ses attributions et le troisième par le ministre ayant l’enseignement supérieur dans ses attributions;
- 3° d’un représentant du Collège de la Commission communautaire française proposé par le ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions];
- 4° du président du Comité de direction, qui expose le dossier.

Les Gouvernements et le Collège arrêtent conjointement la composition du Conseil de recours.

§ 2. – Les représentants des Gouvernements et du Collège ont voix délibérative. Le président du Comité de Direction a voix consultative.

Le coordinateur de la Cellule exécutive assure le secrétariat du Conseil de recours.

§ 3. – Le Conseil de recours a pour mission :

- 1° d’instruire et de trancher les recours introduits par un opérateur d’enseignement, de formation professionnelle ou de validation des compétences contre les décisions de positionnement prises par le Comité de direction;
- 2° d’arbitrer les litiges en matière de décision survenus au sein du Comité de direction et portés à son attention par un des membres de ce Comité, tel que prévu à l’article 6, § 2, alinéa 5.

§ 4. – Les décisions du conseil de recours sont souveraines et sans appel.

**Art. 10.** Les Gouvernements et le Collège adressent, le cas échéant, leurs recommandations conjointes à l’instance notamment sur ses modalités de fonctionnement.

## TITRE V. — Des critères et des processus de positionnement

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Critères

**Art. 11.** Pour être positionnée dans le CFC, une certification doit nécessairement répondre aux quatre critères suivants, qui sont cumulatifs :

- 1° recevabilité : les certifications doivent être reconnues et validées par les pouvoirs publics et relever d’opérateurs publics d’éducation et de formation en tant qu’autorités compétentes;
- 2° pertinence : la certification doit être en adéquation avec un ensemble significatif et cohérent d’acquis d’apprentissage permettant, pour ce qui concerne la formation professionnelle, l’insertion ou le maintien dans le marché du travail, et, pour ce qui concerne l’enseignement, soit la poursuite, au terme d’un cycle donné, d’études dans un cycle ultérieur soit l’insertion dans le marché du travail;
- 3° évaluation des acquis d’apprentissage : la certification doit être le résultat d’un processus d’évaluation formel par lequel l’autorité compétente établit que les acquis d’apprentissage de l’apprenant correspondent à une norme donnée;
- 4° existence d’un/de dispositifs de gestion de la qualité : ce(s) dispositif(s) doivent être en adéquation avec les Principes communs de gestion de la qualité du CFC repris en annexe 2.

### CHAPITRE 2. — Décision

**Art. 12.** Le positionnement d’une certification à un niveau donné du CFC est arrêté par l’instance visée à l’article 4, en comparant les acquis d’apprentissage certifiés aux descripteurs génériques du CFC :

L’instance justifie le positionnement adopté à partir des éléments intervenant tant dans la description des savoirs et aptitudes que dans la description du contexte, de l’autonomie et de la responsabilité.

### CHAPITRE 3. — Introduction et traitement des demandes de positionnement

**Art. 13.** La demande de positionnement d’une certification ou d’un bloc de certifications, accompagnée d’une proposition de positionnement, est introduite auprès de l’instance visée à l’article 4, selon des modalités précisées dans le règlement d’ordre intérieur visé à l’article 6, § 5 :

- 1° soit par le SFMQ, pour les formations pour lesquelles elle a établi un profil de formation;
- 2° soit par l’ARES pour les formations pour lesquelles un référentiel de compétences a été défini;
- 3° soit pour les formations professionnelles non visées au point 1° à l’initiative d’un opérateur public de formation professionnelle ou du consortium de validation des compétences;
- 4° soit à l’initiative d’un des conseils généraux compétents, en ce qui concerne les formations organisées au niveau secondaire par l’enseignement obligatoire et l’enseignement de promotion sociale, à l’exception des formations visées au point 1°
- 5° soit à l’initiative du Conseil supérieur des Sports institué par le décret du 20 octobre 2011 instituant le Conseil supérieur des Sports, en ce qui concerne les formations aux métiers du sport.

**Art. 14.** Sans préjudice des dispositions de l'article 20, les certifications non adossées à un profil de formation SFMQ ou à un référentiel de compétences ARES sont positionnées certification par certification conformément à l'article 13.

Le positionnement certification par certification est justifié à partir des critères visés à l'article 11 et de l'adéquation aux descripteurs génériques visés à l'article 12.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. – Lorsque la demande de positionnement est introduite auprès de l'instance visée à l'article 4 conformément à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> ou 4<sup>o</sup>, elle est immédiatement traitée par le Comité de Direction visé à l'article 6.

Cette demande est accompagnée de tout document probant et, à tout le moins, du profil de formation pour le SFMQ et du référentiel de compétences pour les Conseils généraux et l'ARES.

Lorsque la certification à positionner est proposée au niveau 5, la Cellule exécutive visée à l'article 7 envoie le dossier, pour avis, à l'ARES avant que le Comité ne traite la demande. Lorsque la certification à positionner est proposée au niveau 5 par l'ARES, la Cellule exécutive envoie le dossier, pour avis, au SFMQ, avant que le Comité ne traite la demande.

§ 2. – Lorsque la demande de positionnement est introduite auprès de l'instance visée à l'article 4 conformément à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> ou 5<sup>o</sup>, elle doit être accompagnée de tout document probant et à tout le moins de trois documents :

- 1<sup>o</sup> un référentiel métier;
- 2<sup>o</sup> un référentiel de formation décliné en unités d'acquis d'apprentissage et précisant les modalités et critères d'évaluation des acquis;
- 3<sup>o</sup> un descriptif des mécanismes de gestion de la qualité mis en œuvre.

La Cellule exécutive transmet les référentiels métier visés à l'alinéa précédent, 1<sup>o</sup>, au Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ). Dans les trois mois de la réception du dossier, à l'intervention de sa Chambre des Métiers, le SFMQ rend à l'instance un avis motivé sur l'opportunité d'introduire le métier ciblé dans une grappe de métiers définie ou à définir par le SFMQ. Si cette pertinence est reconnue, selon le cas, la Chambre des métiers construit ou adapte, la grappe de métiers concernée.

En cas d'avis favorable, la Cellule exécutive transmet les documents visés à l'alinéa 2, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> :

- 1<sup>o</sup> au SFMQ, lorsque le positionnement proposé est de niveau 1, 2, 3 ou 4;
- 2<sup>o</sup> à l'ARES, lorsque le positionnement proposé est de niveau 6, 7 ou 8;
- 3<sup>o</sup> au SFMQ et à l'ARES, lorsque le positionnement proposé est de niveau 5.

Dans les trois mois de la réception du dossier, un avis motivé sur la proposition de positionnement est rendu par le SFMQ à l'intervention de sa Chambre Enseignement-Formation et/ou par l'ARES à l'instance visée à l'article 4.

En cas d'avis défavorable de la Chambre des Métiers du SFMQ, la certification ne pourra pas être positionnée.

**Art. 16.** En cas de désaccord avec le positionnement adopté par l'instance pour une des certifications, l'acteur qui a proposé le positionnement (le SFMQ, l'ARES, un acteur de l'enseignement ou de la formation professionnelle ou le Consortium de validation des compétences) dispose auprès du Conseil de recours visé à l'article 9 d'un droit de recours contre la décision de positionnement prise.

À peine de nullité, le recours est introduit auprès du président du Comité de direction visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, dans trente jours de la communication de la décision attaquée.

**Art. 17.** Pour permettre aux différents acteurs de répondre rapidement au développement de leur secteur, l'instance veille à optimiser le traitement administratif des processus décrits aux articles précédents; la gestion administrative des dossiers doit s'inscrire dans la dynamique de simplification administrative et d'e-gouvernement.

## TITRE V. — Du financement

**Art. 18.** Les Gouvernements et le Collège veillent à ce que les coûts de fonctionnement de l'Instance pilotage et de positionnement soient inclus dans la dotation allouée par les Gouvernements et le Collège à l'AEF-Europe.

L'Accord de Coopération du 19 octobre 2006 relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale sera modifié en ce sens.

Les Gouvernements et le Collège peuvent faire appel à des fonds européens pour contribuer au financement des coûts visés à l'alinéa précédent.

**Art. 19.** Les Gouvernements et le Collège disposent de la possibilité de saisir le Comité de Direction de l'instance, visé à l'article 6, afin de solliciter un avis ou le lancement d'un groupe-projet chargé d'évaluer et de valider un dispositif particulier. Si le Comité de Direction accepte la mission et que celle-ci génère des coûts supplémentaires, l'intégralité des coûts de fonctionnement et des frais seront à charge de la partie demanderesse.



**TITRE VI. — Dispositions transitoires**

**Art. 20.** Par dérogation aux dispositions des articles 12 à 15, en vue de rendre le CFC directement opérationnel, pour autant qu'elles ne portent pas sur un profil de formation développé par le SFMQ, les certifications délivrées avant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération par les acteurs visés à l'article 2, § 2, peuvent être positionnées selon une procédure allégée.

La validité de ce positionnement par procédure simplifiée est limitée à deux années à partir de la communication visée à l'article 6, § 3, 3°. Les Gouvernements et Collège sont habilités à prolonger conjointement cette durée par période de deux ans, pour autant qu'au moment du renouvellement, les certifications positionnées ne soient toujours pas adossées à un profil de formation développé par le SFMQ.

Les acteurs visés à l'article 2, § 2, qui souhaitent proposer le positionnement des certifications visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> transmettent à la cellule exécutive visée à l'article 7 un dossier comprenant :

- l'intitulé de la certification;
- une proposition de positionnement et sa justification;
- un référentiel métier;
- un référentiel de formation précisant notamment les modalités d'évaluation des acquis d'apprentissage.

Si un groupe de certifications est proposé au positionnement, les certifications du groupe devront :

- 1° viser un même niveau du CFC;
- 2° présenter des caractéristiques communes (par exemple en matière de conditions d'accès, de formation antérieure, ...) justifiant leur groupement; la justification du groupement devra être apportée par les acteurs concernés.

Le comité de direction visé à l'article 5 confirme le positionnement proposé. S'il le souhaite, avant cette confirmation, il peut solliciter, selon le cas, un avis du SFMQ et/ou de l'ARES.

La qualité du positionnement des certifications positionnées dans le CFC sur base de cette procédure allégée est garantie par les démarches de gestion de la qualité mises en œuvre par les acteurs visés à l'article 2, § 2.

Le comité de direction, le cas échéant après avoir sollicité un avis du SFMQ et/ou de l'ARES examine la validité de ces positionnements à la lumière des critères de l'article 11. Il pourra demander aux opérateurs concernés des ajustements en termes de définition et/ou d'évaluation et de certification des acquis d'apprentissage ou, à défaut, modifier le niveau de positionnement.

Accord conclu à Bruxelles, le 26 février 2015.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R.DEMOTTE

La Vice-présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-président, Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,  
Mme I. SIMONIS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

Pour la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente, ministre en charge de l'Enseignement,  
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Formation professionnelle,  
D. GOSUIN

## Annexe 1 à l'accord de coopération

## Descripteurs génériques du CFC

Niveaux	Savoirs, aptitudes	Contexte, autonomie et responsabilité
1	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux non référencés à un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de réaliser des tâches simples et répétitives dans le cadre de la reproduction de processus simples.	Agir sous encadrement direct dans un contexte structuré et défini relevant d'un environnement de travail et/ou d'un domaine d'étude non spécifique.
2	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux de base d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de réaliser un ensemble de tâches sans devoir choisir les méthodes / outils / matériels dans le cadre de l'application de processus simples et standards.	Agir sous supervision dans des situations connues et définies liées à un domaine de travail ou d'étude spécifique, avec un degré de responsabilité limité à l'exécution des tâches.
3	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux généraux d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de réaliser un ensemble de tâches impliquant de choisir des méthodes / outils / matériels dans le cadre de l'application de processus complexes.	Agir avec un degré d'autonomie et de responsabilité limité aux choix posés et mis en œuvre dans des situations caractéristiques d'un domaine de travail ou d'étude dans lesquelles un nombre restreint de facteurs varient.
4	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux généraux d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de rechercher et de sélectionner des informations adéquates en vue de mobiliser et d'intégrer des connaissances / des méthodes / des pratiques dans le cadre de la résolution de problèmes concrets dont les indices sont manifestes et dont les solutions possibles sont en nombre fini et limité.	Agir avec une marge d'initiative restreinte dans des situations caractéristiques d'un domaine de travail ou d'étude dans lesquelles un nombre important de facteurs prévisibles sont susceptibles de changer, et avec une responsabilité complète de son travail.
5	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux spécialisés d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant d'analyser, de compléter d'articuler des informations sur la base des connaissances / des méthodes / des pratiques de sa spécialité en vue de les réorganiser et de construire des solutions adaptées dans le cadre de la résolution de problèmes abstraits, dont les indices ne sont pas manifestes et dont les solutions possibles sont multiples.	Agir avec une marge d'initiative étendue dans des situations caractéristiques d'un domaine de travail ou d'étude dans lesquelles les changements sont imprévisibles, avec une responsabilité complète de son travail.
6	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux approfondis d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de témoigner de la compréhension et de l'utilisation critique des connaissances / des méthodes / des pratiques de sa spécialité ainsi que des différentes dimensions et contraintes de la situation en vue de formuler et/ou mettre en œuvre des solutions pertinentes (ou nouvelles) dans le cadre de la résolution de problèmes ou de situations complexes.	Agir en autonomie et en toute responsabilité dans des situations caractéristiques d'un domaine de travail ou d'étude dans lesquelles les changements sont imprévisibles.
7	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux hautement spécialisés d'un domaine de travail ou d'étude spécifique permettant de témoigner d'une maîtrise et d'une réflexion critique en relation avec les connaissances / les méthodes / les pratiques de sa spécialité et à l'interface d'autres spécialités en vue de formuler et/ou mettre en œuvre des solutions innovantes dans le cadre du développement de savoirs, de projets (ou de procédures).	Agir en autonomie et en toute responsabilité dans des situations inédites d'un domaine de travail ou d'étude et/ou à l'interface de plusieurs domaines.
8	Savoirs, savoir-faire, savoir-faire comportementaux les plus avancés d'un domaine de travail ou d'étude spécifique ou à l'interface de plusieurs domaines permettant de témoigner d'une expertise reconnue en relation avec les connaissances / les méthodes / les pratiques de sa spécialité et à l'interface d'autres spécialités en vue d'étendre et de redéfinir de manière singulière et significative les savoirs (et procédures) existants dans le cadre de la recherche et/ou de l'innovation.	Agir en autonomie et en toute responsabilité dans des situations les plus avancées, à la pointe d'un domaine de travail ou d'étude et/ou à l'interface de plusieurs domaines.

## Annexe 2 à l'accord de coopération

## Principes communs concernant la gestion de la qualité dans le CFC

## Principe 1

La gestion de la qualité sous-tend tous les niveaux du Cadre francophone des certifications (CFC). Considérant la diversité des opérateurs d'éducation, de formation et de validation, en particulier en ce qui concerne leurs structures, leurs missions et leurs bénéficiaires, des systèmes de gestion de la qualité coexistent au sein du Cadre francophone des certifications.

## Principe 2

La gestion de la qualité fait partie intégrante des missions des établissements ou opérateurs d'éducation, de formation et de validation. La gestion de la qualité relève de la responsabilité des entités qui mettent en œuvre les programmes d'enseignement, les référentiels de formation ou de validation, et qui évaluent les acquis d'apprentissage.

## Principe 3

La gestion de la qualité comporte une évaluation régulière des établissements ou opérateurs d'éducation, de formation et de validation, de leurs programmes ou de leurs systèmes de gestion de la qualité par des organes ou agences de contrôle extérieur.

## Principe 4

Ces organes ou agences font eux-mêmes l'objet de contrôles réguliers par des organismes tiers.

## Principe 5

La gestion de la qualité couvre notamment les contextes, intrants, processus et extrants, en donnant la priorité aux produits et aux acquis de l'éducation, de la formation et de la validation.

## Principe 6

Les systèmes de gestion de la qualité englobent notamment :

- des modalités de mise en œuvre, y compris la participation des parties prenantes;
- des ressources adéquates;
- des méthodes d'évaluation cohérentes, combinant auto-évaluation et évaluation externe;
- des mécanismes et des procédures de retour d'information à des fins d'amélioration;
- des résultats d'évaluation largement accessibles.

Chaque établissement ou opérateur d'éducation, de formation et de validation, met en place un système de gestion de la qualité englobant les points ci-dessus selon ses spécificités, et participant à une approche basée sur les acquis d'apprentissage.

L'approche basée sur les acquis d'apprentissage inclura :

- la définition des acquis d'apprentissage;
- les modalités de l'évaluation des acquis d'apprentissage;
- les modalités de certification des acquis d'apprentissage.

## Principe 7

La gestion de la qualité est un processus coopératif associant pour chaque niveau et système d'éducation, de formation et de validation, les parties prenantes concernées.

## Principe 8

Les initiatives concernant la gestion de la qualité sont coordonnées au niveau du CFC en tenant compte des principes européens en matière de qualité pour l'éducation, la formation et la validation.

## Principe 9

Les orientations relatives à la gestion de la qualité au niveau européen et international constituent des points de référence pour le développement de systèmes de gestion de la qualité au niveau du CFC.

Bruxelles, le 10 juillet 2015.

La Présidente,

Le Secrétaire,

Le Greffier,

Le Collège de la Commission Communautaire Française,

Bruxelles, le 15 juillet 2015.

Présidente du Collège.

Mme F. LAANAN

Membre du Collège,

R. VERVOORT

Membre du Collège,

Mme C. JODOGNE

Membre du Collège,

D. GOSUIN

Membre du Collège,

Mme C. FREMAULT

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31124]

15 JULI 2015. — Decreet houdende toestemming met de overeenkomst van 26 februari 2015 tussen de Franstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een Franstalig certificeringskader , afgekort "CFC"(Cadre francophone des certifications)

De vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen, en Wij, College bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, materies bedoeld in de artikelen 127 en 128 van deze laatste.

**Art. 2.** Toestemming wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord gesloten op 26 februari 2015 tussen de Franstalige gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een Franstalig certificeringskader , afgekort "CFC".

## BIJLAGE

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franstalige gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een Franstalig certificeringskader, afgekort "CFC".

Gezien artikel 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gezien de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voor institutionele hervorming, meer bepaald artikel 92*bis*, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gezien het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gezien het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gezien het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gezien het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel op 27 maart 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van een Franstalige dienst voor beroepen en certificeringen ;

Gezien het decreet van 7 november 2013 ter bepaling van het landschap van het hoger onderwijs en de academische organisatie van de studies;

Gezien de aanbeveling van het Europese Parlement en van de Raad van 23 april 2008 tot oprichting van het Europees kwalificatiekader voor levenslange scholing (EKK);

Overwegende dat het essentieel is voor de burgers om de levenslange vorming te faciliteren door de leesbaarheid en de coherentie van het opleidingsparcours te verzekeren op het niveau van de gewesten en de gemeenschappen, zowel federaal als Europees;

Overwegende de noodzaak om het Cadre francophone des Certifications pour l'éducation en de levenslange scholing (EKK) te verwijzen naar het Europese kader;

Overwegende de goedkeuring van de Regeringen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap van 12 december 2013 en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2013 van de oriëntatienota met betrekking tot de oprichting van een Franstalig kwalificatiekader voor het onderwijs en de levenslange scholing (CFC);

Overwegende de goedkeuring van het verwijzingsverslag door het EQF - Advisory Group van 16 december 2013 ter bevestiging van de verenigbaarheid van het Franstalig kwalificatiekader met het Europees kwalificatiekader;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, M. Rudy Demotte, van haar vice-voorzitster en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kinderwelzijn, Mevr. Joëlle Milquet, van vice-voorzitter en minister van hoger Onderwijs, M. Jean-Claude Marcourt, en van haar Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Mevr. Isabelle Simonis,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Minister- President, M. Paul Magnette en van Minister van Tewerkstelling en Vorming, mevrouw Eliane Tillieux,

en

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van haar Voorzitster, Mevr. Fadila Laanan en in de persoon van haar minister van Beroepsopleiding, M. Didier Gosuin,

Hierna de partijen bij de overeenkomst genoemd hebben ingestemd met wat volgt :

## TITEL I. — Bepalingen

**Artikel 1.** In dit samenwerkingsakkoord dient men te verstaan onder :

- 1° Leerresultaten : in het onderwijs en de beroepsopleiding : opsomming van wat de leerling moet weten en bekwaam moet zijn te realiseren op het einde van een leer- en opleidingsproces; in het hoger onderwijs, opsomming van wat de leerling moet weten en bekwaam moet zijn te realiseren op het einde van een leerproces, een cursus of een gevalideerde studie-eenheid; de kwalificaties worden bepaald in termen van kennis, vaardigheden en competenties.

- 2° AEF-Europe : Franstalig agentschap voor onderwijs en levenslange vorming, opgericht krachtens artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 19 oktober 2006 houdende de implementering en het beheer van het communautair actieprogramma geïntegreerd onderwijs en de levenslange scholing gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
- 3° AEQES : het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs van de Franstalige gemeenschap van België, opgericht door artikel 2 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen met betrekking tot de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd hoger onderwijs.
- 4° ARES : de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs, instantie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 ter bepaling van het landschap van het hoger onderwijs en de academische organisatie van de studies.
- 5° Bevoegde autoriteit : de autoriteiten die kwalificaties afleveren voor opleidingen die erkend en gevalideerd werden door de overheden, te weten de openbare onderwijsinstellingen, de onderwijsinstellingen gesubsidieerd om opdrachten van openbaar nut te volbrengen, de openbare instellingen en instellingen van openbaar nut (ION) belast met de beroepsopleiding en de bekrachtiging van vaardigheden en de Regering van de Franse Gemeenschap, voor wat betreft de kwalificaties die de opleidingen tot sportberoepen sanctioneren georganiseerd in toepassing van het decreet van 8 december 2006 ter organisatie en subsidiëring van sport in de Franse Gemeenschap.
- 6° Bruxelles-Formation : het Brussels Franstalig instituut voor beroepsopleiding, opgericht door artikel 2 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie ter oprichting van het Brussels Franstalig instituut voor beroepsopleiding (Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle).
- 7° Kwalificatiekader : instrument voor het classificeren van de kwalificaties in functie van een geheel van criteria die overeenkomen met de bepaalde opleidingsniveau's.
- 8° Certificering : formeel resultaat van een evaluatie en validatieproces verkregen wanneer een bevoegde overheid - uit het onderwijs of beroepsopleiding - verklaart dat een individu, na een proces van onderwijs, opleiding of validatie van vaardigheden, de bekwaamheden bezit die beantwoorden aan een gegeven norm.
- 9° Certificering van onderwijs : certificatie bestaande uit een coherent en beduidend geheel van leerresultaten met het oog op persoonlijke ontplooiing, het voortzetten van studies of opleiding, toegang tot het beroepsleven.
- 10° Beroepscertificering : certificering bestaande uit een coherente en zinvolle reeks van leerresultaten voor de voortgezette opleiding, het opnemen in of de handhaving op de arbeidsmarkt of de beroepsspecialisatie; de beroepscertificatie kan desgevallend leiden tot het hervatten van studies mits valorisatie door het gecertificeerde aanleren van vaardigheden in de beroepsopleiding.
- 11° Kamer van Ambachten van SFMQ : de Kamer bedoeld in artikel 7 van het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de Service francophone des Métiers et des Qualifications.
- 12° Consortium voor de bekrachtiging van bevoegdheden : het consortium belast met het proces van bekrachtiging van de bevoegdheden, ingesteld bij artikel 8 van het Samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding;
- 13° Omschrijvingen : de vastgestelde criteria enerzijds, in termen van kennis en vaardigheden en anderzijds in termen van context, autonomie en verantwoordelijkheid, die toelaten te verwijzen naar de leerresultaten gecertificeerd in één van de 8 niveau's van certificering van de CFC.
- 14° Tewerkstelling : het onderwerp van een contract tussen een werkgever en een werknemer waarbij de werknemer zich ertoe verbindt tegen betaling te werken onder de autoriteit van de werkgever of, in het geval van een zelfstandig werknemer, de uitoefening van een beroepsactiviteit waardoor de werknemer niet gebonden is aan de verbintenissen van een arbeidsovereenkomst of van een statuut.
- 15° FOREm : Waals bureau voor beroepsopleiding en tewerkstelling, opgericht bij artikel 2 van het decreet van 6 mei 1999 met betrekking tot het Waals bureau voor beroepsopleiding en tewerkstelling.
- 16° Cluster van beroepen : gestructureerde opsomming van het geheel van beroepen verbonden door eenzelfde type van productie, van diensten gericht op de verduidelijking van het toepassingsgebied van een beroep ten opzichte van aanverwante beroepen, om de eventuele raakpunten tussen beroepen te bepalen, de beroepen op te lijsten binnen de cluster van beroepen in functie van verschillende criteria (relatieve autonomie, complexiteit van de activiteiten en de contexten, intersectorale aspecten...), om een zone af te bakenen van professionele mobiliteit en opleidingsparcours te voorzien; De cluster benadrukt tevens het behoren van de beroepen tot de Operationele Gids van Beroepen en Banen (Rome V3).



- 17° Kwaliteitsbeheer : het proces dat werd geïmplementeerd door de actoren uit het onderwijs en de beroepsopleiding om de kwaliteit van de opleidingen die ze geven te verzekeren en tevens de overeenkomst van de afgeleverde certificeringen met de verwijzing naar de leerresultaten na het beëindigen van de opleiding.
- 18° IFAPME : Waals instituut voor afwisselende opleiding en van kleine en middelgrote ondernemingen, opgericht bij artikel 3 van het decreet van 17 juli tot oprichting van het Waals instituut voor afwisselende opleiding en van kleine en middelgrote ondernemingen.
- 19° Beroep : een samenhangend geheel van beroepsactiviteiten uitgevoerd door een persoon in het kader van een productief proces.
- 20° Opleidingsprofiel : het profiel opgesteld door de Kamer voor Onderwijs en Vorming van de SFMQ en samengesteld uit leerresultaten verbonden met de sleutelactiviteiten van het beroep en uit een evaluatieprofiel en een profiel.
- 21° Referentiesysteem Beroep : het document dat de benaming van het beroep bepaalt, het beroep bepaalt in termen van productie en verwachte diensten, het situeert met betrekking tot aanverwante beroepen op het niveau van de verantwoordelijkheid en van specialisatie.
- 22° Referentiesysteem van de bevoegdheden : document dat voor het hoger onderwijs het gestructureerd geheel van specifieke bekwaamheden voor een academische graad, een titel of een certificering van het hoger onderwijs omvat.
- 23° Referentiesysteem Beroep : document dat, voor de beroepsopleiding, een geheel van activiteiten bevat, de inhoud van de opleiding en/of de methoden die geïmplementeerd worden om de doelstellingen van de opleiding te bereiken die voorafgaand werden bepaald in termen van kennisverwerving, vaardigheden en kennis; de activiteiten, inhoud en methoden worden gerangschikt in een logische volgorde en over een bepaalde periode.
- 24° SFMQ : De Franse dienst voor beroepen en kwalificaties, opgericht bij artikel 2 van het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de Franse dienst voor beroepen en kwalificaties.
- 25° SFPME : De dienst voor vorming van de kleine en middelgrote ondernemingen, opgericht bij de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie.
- 26° Eenheden van leerresultaten : samenhangend geheel van leerresultaten dat kan geëvalueerd of gevalideerd worden.

## TITEL II. — Het Franstalig certificeringskader voor onderwijs en levenslange scholing

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. – Wordt opgericht, door de Regeringen en het College, een Franstalig certificeringskader voor onderwijs en levenslange scholing, afgekort CFC.

Dit kader, van openbaar nut en gereguleerd door de overheid heeft als doel :

- 1° de continuïteit en de progressie van de leertrajecten voor de burgers te bevorderen :
- a. door het beheer van de trajecten te vergemakkelijken tussen de operatoren uit het onderwijs, beroepsopleiding en de validatie van de bekwaamheden.
  - b. door de koppeling tussen de basis- en de voortgezette opleiding te vergemakkelijken.
  - c. door het bevorderen, bij de trajecten, van de erkenning van de leerresultaten, zowel formeel als informeel en niet formeel;
- 2° het versterken van de intrinsieke kwaliteit van de leerprocessen, de processen van vorming en validatie van bekwaamheden, daarbij wakend over de overeenstemming van elke certificatie met een gegeven niveau van het kader;
- 3° de leesbaarheid verbeteren, in België en in de Europese Unie, van de certificeringen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en aldus :
- a. de overeenkomst vergemakkelijken tussen de certificeringssystemen van de verschillende landen en gewesten,
  - b. toelaten aan de personen en werkgevers om het CFC te gebruiken, om beter inzicht te krijgen in de certificeringssystemen van de verschillende landen, gewesten en opleidings- en onderwijsstelsels.

Op zich wijzigt het CFC op geen enkele manier de juridische gevolgen gelinkt aan verschillende certificeringen; hij voert er evenmin nieuwe in.

§ 2. – Het CFC is een kader met dubbele ingang dat de positionering van de afgeleverde certificeringen toelaat, enerzijds, door de actoren van het hoger onderwijs, het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van sociale promotie en anderzijds door de actoren van de beroepsopleiding en van de validatie van de vaardigheden.

Het CFC positioneert enkel certificeringen die werden afgeleverd door een bevoegde overheid.

Beroeps-certificeringen die werden gepositioneerd in het kader kunnen desgevallend worden uitgegeven in naam van deze bevoegde overheid door opleidingsorganismen waarvan zij het beheer verzekert, volgens de modaliteiten die worden bepaald bij overeenkomst. In dit geval informeert de bevoegde overheid de instantie bedoeld in artikel 4.

Niet alle certificeringen dienen noodzakelijk in het CFC gepositioneerd te worden; een niet gepositioneerde certificering behoudt haar waarde. Om gepositioneerd te worden, dient een certificering te beantwoorden enerzijds aan het criterium van alinea 2 en anderzijds aan de positioneringscriteria bepaald in artikel 11.

Certificeringen die niet doelen op een coherent en beduidend geheel van leerresultaten kunnen verwijzen naar de laatste certificering waar ze aan verbonden zijn en naar haar positionering.

§ 3. – Het CFC is een kader met 8 niveau's, bestaande uit beschrijvingen goedgekeurd door de Regeringen en het College, in overeenstemming met het Europees Kwalificatiekader voor onderwijs en levenslange opleiding (EQF). Het werd bepaald in overeenstemming met de Vlaamse kwalificatiestructuur (VKS).

Het CFC is integratief. Alle certificeringen die gepositioneerd zijn in het CFC, of ze onder het onderwijs of onder de beroepsopleiding ressorteren, zijn het in verwijzing naar dezelfde beschrijvingen.

Alle certificeringsniveaus zijn, in principe, toegankelijk voor zowel de onderwijs- als de beroepscertificeringen.

§ 4. – De beschrijvingen die de acht niveau's van het CFC karakteriseren zijn generiek, gemeenschappelijk aan het geheel van de onderwijs- en beroepscertificeringen. Ze bepalen enerzijds de kennis en de vaardigheden, en anderzijds de context, de autonomie en de verantwoordelijkheid.

Zij laten toe, op basis van een analyse van de leerresultaten van een certificering, te positioneren op een bepaald niveau, in vergelijking met de twee verwante niveaus.

Ze vertonen een globale coherentie :

- 1° ze zijn homogeen : dezelfde elementen vindt men terug op alle niveau's;
- 2° ze vertonen geen herhalingen : de niveau's zijn cumulatief;
- 3° ze vormen een gestructureerd geheel van de elementen waaruit ze zijn samengesteld;
- 4° ze vertonen geen contradictie;
- 5° hun elementen expliciteren de progressie tussen de niveaus.

De omschrijvingen goedgekeurd door de Regeringen en het College worden hernomen in bijlage 1 van dit samenwerkingsakkoord. De Regeringen en het College zijn gemachtigd om de omschrijvingen te wijzigen op voorstel van de instantie overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 3, 5°, via de vaststelling van identieke en gelijktijdige arresten.

### TITEL III. — Kwaliteitsbeheer

**Art. 3. § 1.** – De ontwikkeling en de implementering van het proces dat tot doel heeft de kwaliteit van de opleidingen te verzekeren en tevens de overeenstemming van de leerresultaten met de profielen en referentiestelsels die de positionering op een gegeven en verwant certificeringsniveau toelaten, vallen onder de verantwoordelijkheid van de operatoren en zijn intrinsiek verbonden met het implementeren van het CFC.

§ 2. – Het kwaliteitsbeheer in het kader van het CFC betreft twee stappen :

- 1° het bepalen van de leerresultaten hetzij door een collectieve instantie (ARES, SFMQ), hetzij door een operator bepaald in antwoord op zijn opdrachten; de bepaling van deze leerresultaten moet toelaten de certificeringen te positioneren op een niveau van het CFC; het betreft een ex ante kwalitatieve benadering;
- 2° het evaluatie- en certificeringsproces van de leerresultaten geïmplementeerd door de operatoren van het onderwijs, vorming of validatie van bekwaamheden; de kwaliteitsgarantie van dit proces betreft een ex post kwalitatieve benadering.

§ 3. – de kwaliteit van de positionering bedoeld in § 2, 1°, wordt verzekerd door de specifieke processen van de operatoren en door de procedures die werden opgesteld en de methodologieën die worden gehanteerd door de sturende instantie en de positionering genoemd in artikel 4, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11.

De sturings- en positioneringsinstantie bepaalt de procedures op een operationele manier, implementeert ze, evalueert ze, en stuurt ze bij.

§ 4. – De kwaliteit van het proces genoemd in § 2, 2°, hangt af van de beheersystemen van de kwaliteit eigen aan de operatoren die echter, om de coherentie van het geheel te verzekeren, moeten beantwoorden aan de "Gemeenschappelijke beginselen voor kwaliteitsmanagement" goedgekeurd door de Regeringen en het College en hernomen in bijlage 2. De Regeringen en het College zijn gemachtigd om de gemeenschappelijke beginselen te wijzigen op voorstel van de instantie overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 3, 8°, via de goedkeuring van identieke en gelijktijdige arresten.

In de mate waarin het niet mogelijk is een extern managementsysteem voor de kwaliteit te implementeren dat gemeenschappelijk is voor het geheel van de operatoren, worden de kwaliteitsmanagementsystemen van de verschillende operatoren behouden.

Echter, de verschillende operatoren verwijzen naar gemeenschappelijke transversale indicatoren om een maximum aan convergentie te verzekeren in het kwaliteitsmanagement, het vertrouwen onder hen te vergroten alsook in de kwaliteit van het onderwijs- en beroepsopleidingsstelsel. Op dezelfde manier ontwikkelen de verschillende operatoren samenwerkingen met het oog op het verbeteren van de systemen of benadering en hun convergentie.

De gemeenschappelijke, transversale indicatoren genoemd in de vorige alinea laten toe, voor elk niveau van het CFC, een horizontale lezing te doen van de beschrijvingen door het principe van externe evaluatie in te voeren, zoals het mechanisme ontplooid door de AEQES. Ze concretiseren de "Gemeenschappelijke beginselen voor kwaliteitsmanagement" genoemd in alinea 1 en worden bepaald door de instantie voor sturing en positionering genoemd in artikel 4.

Deze gemeenschappelijke indicatoren en gemeenschappelijke principes kunnen evolueren op voorstel van de instantie voor sturing en positionering.

Zonder het aantal kwaliteitsevaluaties te verhogen, kan de instantie voor sturing en positionering verbeteringen voorstellen op het gebied van kwaliteitsmanagement, betreffende :

- 1° de introductie van een element van externaliteit in het systeem of benadering van het kwaliteitsmanagement;
- 2° de toegankelijkheid en verspreiding van de resultaten van het systeem of de benadering van het kwaliteitsmanagement;
- 3° de versterking van de impact van het systeem of de benadering van het kwaliteitsmanagement bij de operator, meer bepaald door het verzekeren van een redelijke termijn tussen twee evaluaties en een follow-up van de actieplannen;
- 4° de betrokkenheid van de belanghebbenden, zowel intern als extern.
- 5° een aanpak gericht op de leerling en in 't bijzonder de definitie, de evaluatie en de certificering van de leerresultaten in het systeem of de benadering van het kwaliteitsmanagement.

#### TITEL IV. — De instantie voor sturing en positionering CFC

**Art. 4.** Werd opgericht een instantie voor sturing en positionering CFC, hierna genoemd de instantie; de instantie is belast met het sturen van de implementering van het CFC, het beheer van de aanvragen tot positionering en de goedkeuring van de voorstellen tot positionering van de certificeringen in het CFC.

**Art. 5.** De instantie wordt geleid door een Directiecomité. Ze geniet de steun van een executieve Cel en krijgt advies van een Expertencomité. Ze heeft ook een raad van beroep.

**Art. 6.** § 1. – Het directiecomité genoemd in artikel 5 is samengesteld uit negen leden, aangesteld voor 4 jaar door de Regeringen en het College en uit de coördinator van de uitvoerende cel genoemd in artikel 7.

De negen leden genoemd in de vorige alinea zijn :

1. vier vertegenwoordigers voorgesteld door SFMQ :
  - a. twee vertegenwoordigers van het beroepsonderwijs;
  - b. een vertegenwoordiger van de beroepsopleiding georganiseerd onder het gezag van de Franse Gemeenschapscommissie;
  - c. een vertegenwoordiger van de beroepsopleiding georganiseerd onder het gezag van het Waalse Gewest;
- 2° vier vertegenwoordigers voorgesteld door het ARES, hetzij één per vorm van hoger onderwijs;
- 3° een onafhankelijk ac-expert voorgesteld door de vertegenwoordigers genoemd in punten 1 en 2.

Voor elke vertegenwoordiger genoemd in 1° en 2° stellen het SFMQ en het ARES een effectief en een vervangend lid voor, dat zetelt bij afwezigheid van het effectief lid.

Het directiecomité kiest een voorzitter en een vice-voorzitter; de ene is afkomstig uit de vertegenwoordigers van de SFMQ, de andere uit de vertegenwoordigers van de ARES. De duur van hun mandaat is één jaar. Bij de jaarlijkse vernieuwing van de mandaten van de voorzitter en de vice-voorzitter, wordt een afwisseling georganiseerd tussen de vertegenwoordigers van de HFMQ en deze van de ARES.

§ 2. – De leden van het Directiecomité genoemd in paragraaf 1, alinea 2, punten 1 tot 3, zijn stemgerechtigd. De coördinator genoemd in paragraaf 1, alinea 1 heeft een raadgevende stem en staat in voor het secretariaat van het Directiecomité.

Het Directiecomité deliberaert slechts geldig indien een meerderheid van de leden die stemgerechtigd zijn aanwezig zijn en er tenminste één vertegenwoordiger van de beroepsopleiding gemandateerd door het SFMQ en een vertegenwoordiger van de ARES aanwezig is.

De beslissingen van het Directiecomité worden bij consensus genomen. De voorzitter heeft immers de opdracht deze consensus te betrachten.

Bij afwezigheid van een consensus kan een beslissing worden genomen bij twee derde meerderheid der stemmen, waarvan tenminste één stem van een vertegenwoordiger van de beroepsopleiding.

Indien één van de leden meent dat een beslissing genomen bij meerderheid van stemmen, genoemd in de vorige alinea, onaanvaardbaar is voor hem of zijn volmachtgevers, heeft hij de mogelijkheid de arbitrage te vragen van de raad van beroep genoemd in artikel 9.

§ 3. – Het Directiecomité is belast met :

- 1° het bevorderen en desgevallend organiseren van het overleg tussen de operatoren voor het implementeren van het CFC.
- 2° het verifiëren of de voorgestelde certificeringen ter positionering beantwoorden aan de criteria voor positionering genoemd in artikel 11, § 1;
- 3° de positionering van de voorgestelde of gevalideerde certificeringen vaststellen overeenkomstig artikel 11, § 3; binnen de 8 dagen de aanvrager op de hoogte stellen van de beslissingen m.b.t. de positionering;
- 4° te waken over de evolutie van de generieke omschrijvingen en ze voorleggen ter goedkeuring aan de Regeringen en het College;
- 5° de kwaliteit verzekeren van het positioneringsproces van de certificeringen bij het CFC;
- 6° de convergentie tussen de systemen te bevorderen, de stappen en de procedures van het kwaliteitsmanagement, overeenkomstig de gemeenschappelijke algemene principes voor het kwaliteitsmanagement van het CFC;
- 7° te waken over de evolutie van de de gemeenschappelijke algemene principes voor kwaliteit en eventuele wijzigingen voorleggen ter gezamenlijke goedkeuring aan de Regeringen en het College;
- 8° de gemeenschappelijke transversale indicatoren te bepalen en te doen evolueren;
- 9° de informatie en communicatie met betrekking tot het CFC te verzekeren;
- 10° aan de Regeringen en het College een jaarverslag voor te leggen ter goedkeuring, bevattende met name de evaluatie van de staat van vooruitgang van het positioneringsproces.

Voor de uitvoering van de opdrachten genoemd in punten 4°, 6°, 7° en 8° :

- 1° verruimt het Directiecomité met een bijkomend lid dat het secundair onderwijs vertegenwoordigt (gewoon, buitengewoon of sociale promotie), aangeduid door de Regeringen en het College op gezamenlijk voorstel van de betrokken algemene Raden.
- 2° het Directiecomité dat aldus is samengesteld kan één of meerdere werkgroepen oprichten door desgevallend een beroep te doen op de leden van het Expertencomité, genoemd in artikel 8.

§ 4. – De instantie wordt geïntegreerd bij AEF-Europe, welke haar administratief en financieel bestuurt.

§ 5. – het Directiecomité stelt het huishoudelijk reglement van de instantie op en legt het voor ter gezamenlijke goedkeuring aan de Regeringen en het College.

§ 6. – De leden van het Comité genoemd in artikel 6, § 1, alinea 1, 1°, 2° en 3°, worden vergoed voor de verplaatsingskosten vereist voor de uitvoering van hun opdracht, overeenkomstig het reglement voor het personeel van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Ze worden daartoe gelijkgesteld met de ambtenaren met een graad van rang 12.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. – De uitvoerende cel genoemd in artikel 5, hierna genoemd de Cel, is samengesteld uit tenminste :

- 1° een coördinator;
- 2° een administratief personeelslid.

In functie van de beschikbare budgettaire middelen, kunnen de Regeringen en het College het aantal leden van de Cel verhogen.

De leden van de Cel zijn :

- 1° ofwel personeelsleden van de Diensten van de Regeringen of het College;
- 2° ofwel personeelsleden in verlof voor opdrachten, overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 houdende de reglementering van de opdrachten, de verloven voor opdrachten en de terbeschikkingstelling voor speciale opdrachten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;
- 3° ofwel personeelsleden onder contract in het kader van een expertise-opdracht.

§ 2. – De uitvoerende cel is belast met :

- 1° het dagelijkse beheer van de aanvragen tot positionering;
- 2° het secretariaat van het Directiecomité;
- 3° het dienstdoen als nationaal coördinatiepunt op het vlak van het Europees kwalificatiekader;
- 4° het beheer van het kwalificatieregister dat toegankelijk is voor het publiek.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. – Het expertencomité bedoeld in artikel 5 is belast met het verstrekken aan het Directiecomité :

- 1° zijn adviezen betreffende de door het Directiecomité genomen of te nemen oriëntaties ;
- 2° elke nuttige informatie voor de verbetering van het functioneren van het dispositief en de evaluatie van zijn inplanting.

§ 2. – Het expertencomité is samengesteld uit, a rato van een effectief en een plaatsvervangend lid per categorie vertegenwoordigers van :

- 1° het hoger universitair onderwijs;
- 2° het hoger onderwijs en de Hogescholen;
- 3° het hoger kunstonderwijs;
- 4° het gewoon secundair onderwijs;
- 5° het gespecialiseerd secundair onderwijs;
- 6° het onderwijs voor sociale promotie;
- 7° de algemene Inspectiedienst;
- 8° de AEQES;
- 9° de FOREm;
- 10° Bruxelles Formation;
- 11° IFAPME;
- 12° SFPME;
- 13° de Fédération bruxelloise des organismes d’insertion socioprofessionnelle et d’économie sociale d’insertion (FEBISP);
- 14° de Interfédération des Entreprises de Formation par le Travail et des Organismes d’Insertion Socioprofessionnelle (INTERFEDE);
- 15° het Consortium voor de validatie van vaardigheden.

Het comité omvat bovendien :

- 1° drie vertegenwoordigers van de werkgevers;
- 2° drie vertegenwoordigers van de werknemers.

De Regeringen en het College bepalen de samenstelling van het Expertencomité op gezamenlijk voorstel van de ministers die het onderwijs en de vorming onder hun bevoegdheid hebben. De leden worden aangeduid voor een termijn van 4 jaar.

Een plaatsvervangend lid zetelt slechts in afwezigheid van het effectief lid.

§ 3. – Het Directiecomité vergadert minstens één keer per jaar met het expertencomité en telkens wanneer het nodig is.

§ 4. – De experts bedoeld in paragraaf 2 worden vergoed voor hun verplaatsingen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun opdracht, overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op het personeel van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Met dat doel worden ze gelijkgesteld aan ambtenaren met een graad in rang 12.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. – De Raad van beroep, bedoeld in artikel 5, is samengesteld uit :

- 1° twee vertegenwoordigers van de Regering van het Waalse Gewest voorgesteld door de minister die de tewerkstelling en de beroepsopleiding onder zijn bevoegdheden heeft;
- 2° drie vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap voorgesteld, één door de minister die het verplichte onderwijs onder zijn bevoegdheden heeft, een tweede door de minister die het onderwijs voor sociale promotie onder zijn bevoegdheden heeft, en een derde door de minister die het hoger onderwijs onder zijn bevoegdheden heeft;
- 3° een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie voorgesteld door de minister die de beroepsopleiding onder zijn bevoegdheden heeft;
- 4° de voorzitter van het Directiecomité, die het dossier voorstelt.

De Regeringen en het College bepalen gezamenlijk de samenstelling van de Raad voor beroep.

§ 2. – De vertegenwoordigers van de Regeringen en van het College hebben stemrecht. De voorzitter van het Directiecomité heeft een raadgevende stem.

De coördinator van de uitvoerende Cel verzekert het secretariaat van de Raad van beroep.

§ 3. – De Raad van beroep heeft als opdracht :

- 1° de behandeling en de beslissing van de ingediende beroepen door een operator uit het onderwijs, de beroepsopleiding of de validatie van bekwaamheden tegen de beslissingen tot positionering genomen door het Directiecomité;
- 2° het arbitreren van geschillen op het gebied van de beslissing van het Directiecomité en ter kennis gebracht door een van de leden van dat comité, zoals voorzien in artikel 6, § 2, alinea 5.

§ 4. – De beslissingen van de Raad van beroep zijn definitief en bindend.

**Art. 10.** De Regeringen en het College maken desgevallend hun gezamenlijke aanbevelingen over aan de instantie, ondermeer betreffende de werkingsmodaliteiten.

## TITEL V. — Positioneringscriteria en - processen

### HOOFDSTUK 1. — *Criteria*

**Art. 11.** Om gepositioneerd te worden in het EKK, dient een certificering noodzakelijk te beantwoorden aan de 4 volgende criteria, die cumulatief zijn :

- 1° ontvankelijkheid : de certificeringen moeten erkend en bekrachtigd worden door de overheden en zowel openbare operatoren voor onderwijs en vorming betreffen als bevoegde overheden;
- 2° relevantie : de certificering moet in overeenstemming zijn met een beduidend en coherent geheel van verwerving van vaardigheden die toelaten, voor wat de beroepsopleiding betreft, toe te treden tot de arbeidsmarkt, of er te blijven, en, voor wat betreft het onderwijs, hetzij de voortzetting na een gegeven studiecycclus, hetzij de toetreding tot de arbeidsmarkt;
- 3° evaluatie van de leerresultaten : de certificering moet het resultaat zijn van een formeel evaluatieproces waardoor de bevoegde overheid bevestigt dat de leerresultaten van de leerling overeenstemmen met een gegeven norm;
- 4° het bestaan van een of meerdere inrichtingen voor het kwaliteitsbeheer : deze dienen in overeenstemming te zijn met de Gemeenschappelijke principes voor het kwaliteitsbeheer van de EKK, zie bijlage 2.

### HOOFDSTUK 2. — *Beslissing*

**Art. 12.** De positionering van een certificering op een gegeven niveau van de EKK wordt bepaald door de instantie bedoeld in artikel 4, door de gecertificeerde leerresultaten te vergelijken met de generieke omschrijvingen van de EKK :

De instantie rechtvaardigt de aangenomen positionering uitgaande van elementen die voorkomen zowel in de omschrijving van de kennis en de vaardigheden als in de omschrijving van de context, de autonomie en de verantwoordelijkheid.



HOOFDSTUK 3. — *Introductie en behandeling van de aanvragen tot positionering*

**Art. 13.** De aanvraag tot positionering van een certificering of een blok certificeringen, vergezeld van een voorstel tot positionering, wordt in ingediend bij de instantie genoemd in artikel 4, volgens de modaliteiten omschreven in het huishoudelijk reglement genoemd in artikel 6, § 5 :

- 1° ofwel door de SFMQ, voor de vormingen waarvoor ze een vormingsprofiel heeft opgesteld;
- 2° ofwel door de ARES voor de vormingen waarvoor een referentiesysteem van vormingen werd bepaald;
- 3° ofwel, voor de beroepsopleidingen niet genoemd in punt 1, op initiatief van een openbaar operator voor beroepsopleiding of door het consortium voor de validatie van bekwaamheden;
- 4° ofwel op initiatief van de bevoegde algemene raden, wat betreft de opleidingen die georganiseerd zijn op het secundair niveau door het verplichte onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, met uitzondering van de opleidingen genoemd in punt 1.
- 5° ofwel op initiatief van de Hoge Raad voor Sport opgericht door het decreet van 20 oktober 2011 tot oprichting van de Hoge Raad voor Sport, voor wat betreft de opleidingen voor sportberoepen.

**Art. 14.** Onverminderd de bepalingen van artikel 20, worden de certificeringen die niet gebacked worden door een SFMQ opleidingsprofiel of door een ARES referentiesysteem voor vaardigheden, certificering per certificering gepositioneerd overeenkomstig artikel 13.

De positionering certificering per certificering is gegrond door de criteria genoemd in artikel 11 en door de overeenstemming met de generieke omschrijvingen genoemd in artikel 12.

**Art. 15.** § 1. – Wanneer de aanvraag tot positionering is gebeurd bij de instantie genoemd in artikel 4 overeenkomstig artikel 13, alinea 1, 1°, 2° of 4°, wordt deze onmiddellijk behandeld door het Directiecomité genoemd in artikel 6.

Deze aanvraag is vergezeld van alle bewijsstukken en tenminste van het opleidingsprofiel voor de SFMQ en van het referentiesysteem voor vaardigheden voor de Raden en het ARES.

Wanneer de te positioneren certificering wordt voorgesteld op niveau 5 stuurt de uitvoerende cel genoemd in artikel 7 het dossier voor advies naar ARES voordat het Comité de aanvraag behandelt. Wanneer de te positioneren certificering wordt voorgesteld op niveau 5 door ARES, stuurt de uitvoerende Cel het dossier voor advies naar de SFMQ voordat het Comité de aanvraag behandelt.

§ 2. – Wanneer de aanvraag tot positionering gebeurt bij de instantie genoemd in artikel 4 overeenkomstig artikel 13, alinea 1, 3° of 5°, dient te vergezeld te zijn van elk bewijsstuk en van tenminste drie documenten :

- 1° een referentiekader beroepen;
- 2° een referentiekader opleiding afgeleid in eenheden van leerresultaten met precisering van de modaliteiten en criteria voor de evaluatie van de leerresultaten;
- 3° een beschrijving van de mechanismen van het geïmplementeerde kwaliteitsmanagement.

De uitvoerende Cel maakt de referentiekaders beroepen genoemd in voorgaande alinea, 1°, over aan de Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ). Binnen de drie maanden na ontvangst van het dossier, bij tussenkomst van de Beroepkamer, dient de SFMQ aan de instantie een gemotiveerd advies te geven omtrent de opportuniteit om het bedoelde beroep in te voegen in te bepaalde of door de SFMQ te bepalen groep beroepen. Indien deze relevantie wordt erkend zal de Kamer van Beroepen de betreffende groep beroepen vormen of aanpassen.

In geval van een gunstig advies zal de uitvoerende Cel de documenten genoemd in alinea 2, 2° en 3° overmaken :

- 1° aan de SFMQ, wanneer de voorgestelde positionering van niveau 1, 2, 3 of 4 is;
- 2° aan ARES, wanneer de voorgestelde positionering van niveau 6, 7 of 8 is;
- 3° aan de SFMQ en aan ARES, wanneer de voorgestelde positionering van niveau 5 is.

Binnen de drie maanden na de ontvangst van het dossier wordt een gemotiveerd advies gegeven door de SFMQ bij de interventie van zijn Chambre Enseignement-Formation en/of door ARES aan de instantie genoemd in artikel 4.

In het geval van een ongunstig advies van de Kamer van Beroepen van de SFMQ, kan de certificering niet worden gepositioneerd.

**Art. 16.** In geval van onenigheid met de door de instantie aangenomen positionering van één van de certificeringen, beschikt de actor die de positionering heeft voorgesteld (SFMQ, ARES, een actor uit het onderwijs of de beroepsopleiding of het Consortium voor de bekrachtiging van vaardigheden) bij de Raad van Beroep genoemd in artikel 9 over het recht op beroep tegen de genomen beslissing tot positionering.

Op straffe van nietigheid dient het beroep worden ingeleid bij de Voorzitter van het in artikel 6, § 1 genoemde Directiecomité, binnen de dertig dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing.

**Art. 17.** Om de verschillende actoren toe te laten snel te reageren op de ontwikkelingen in hun sector, zal de instantie de administratieve afhandeling van de processen beschreven in de vorige artikelen optimaliseren en dient het administratief beheer van de dossiers zich in te schrijven in een dynamiek van administratieve vereenvoudiging en e-government.

TITEL V. — **Financiering**

**Art. 18.** De Regeringen en het College waken erover dat de werkingskosten van de Instantie Sturing en Positionering inbegrepen zijn in de dotatie toegekend door de Regeringen en het College aan AEF-Europa.

De Samenwerkingsovereenkomst van 19 oktober 2006 houdende de implementering en het beheer van het geïntegreerd actieprogramma voor onderwijs en levenslange vorming, en de oprichting van l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal in die zin worden gewijzigd.

De Regeringen en het College kunnen een beroep op Europese fondsen om bij te dragen aan de financiering van de kosten genoemd in de voorgaande alinea.

**Art. 19.** De Regeringen en het College hebben de mogelijkheid om het Directiecomité van de instantie genoemd in artikel zes aan te spreken teneinde een advies te vragen of de lancering van een projectgroep belast met de evaluatie en de validatie van een bijzondere voorziening. Indien het Directiecomité de opdracht aanvaardt en deze bijkomende kosten genereert, zijn alle werkingskosten ten laste van de vragende partij.

## TITEL VI. — Overgangsbepalingen

**Art. 20.** In afwijking van de bepalingen van artikelen 12 tot 15, met het oog op het meteen operationeel maken van de CFC, voor zover ze niet slaan op een opleidingsprofiel ontwikkeld door de SFMQ, kunnen de certificeringen afgeleverd door de actoren genoemd in artikel 2, § 2 voor het in voege treden van deze samenwerkingsovereenkomst, gepositioneerd worden via een verlichte procedure.

De geldigheid van deze positionering via een verlichte procedure is beperkt tot 2 jaar vanaf de bekendmaking genoemd in artikel 6, § 3, 3°. De Regeringen en het College zijn gemachtigd gezamenlijk deze duur met een periode van twee jaar te verlengen, voor zover de positioneringen op het moment van de vernieuwing, niet steeds gebacked zijn door een opleidingsprofiel ontwikkeld door de SFMQ.

De actoren genoemd in artikel 2, § 2, die de positionering willen voorstellen van de certificeringen genoemd in alinea 1, maken aan de uitvoerende cel genoemd in artikel 7 een dossier over bevattende :

- de naam van de certificering;
- een voorstel tot positionering en de rechtvaardiging ;
- een referentiekader beroepen;
- een referentiekader opleiding met ondermeer de evaluatiemodaliteiten voor de leerresultaten.

Indien een groep certificeringen wordt voorgesteld voor positionering dienen de certificeringen van de groep :

- 1° eenzelfde CFC niveau te betreffen;
- 2° gemeenschappelijke karakteristieken bezitten (bijvoorbeeld op het gebied van toegangsvoorwaarden, vroegere opleiding, ...) die hun groepering verantwoorden; de verantwoording van de groepering dient te gebeuren door de betrokken actoren.

Het Directiecomité genoemd in artikel 5 bevestigt de voorgestelde positionering. Indien het dat wenst kan het, voorafgaand aan deze bevestiging, het advies vragen van de SFMQ en/of ARES.

De kwaliteit van de positionering van de gepositioneerde certificeringen in de CFC op basis van deze verlichte procedure wordt gegarandeerd door de stappen in het kwaliteitsmanagement die geïmplementeerd worden door de actoren genoemd in artikel 2, § 2.

Het Directiecomité, desgevallend na het advies te hebben gevraagd van de SFMQ en/of ARES onderzoek de geldigheid van deze positioneringen in het licht van de criteria van artikel 11. Het kan de betrokken operatoren bijstellingen vragen in termen van de bepaling en/of de evaluatie van de certificering van de leerresultaten of, bij gebrek eraan, het niveau van de positionering wijzigen.

Overeenkomst gesloten te Brussel, op 26 februari 2015.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister- President,  
R. DEMOTTE

De Vice-president en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kinderwelzijn,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-president, Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. I. SIMONIS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van tewerkstelling en vroming,  
Mevr. E. TILLIEUX

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President, minister bevoegd voor het onderwijs,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van beroepsopleiding,  
D. GOSUIN